



## APPEL AU RASSEMBLEMENT DU 23 JUIN 2025

# LE FINANCEMENT DU RÉSEAU A UN IMPACT DIRECT SUR NOTRE TRAVAIL !

**La conférence de financement lancée par le gouvernement le 5 mai dernier est censée trouver des solutions pour régénérer le réseau ferroviaire existant. Dans le même temps, la situation des cheminots en charge de la maintenance et des travaux devient extrêmement difficile. La CGT a des propositions et appelle au rassemblement le 23 juin prochain, devant le ministère des Transports !**



### UN CONSTAT SANS APPEL !

Alors que les audits de 2005 et 2011 confirmaient le désengagement de l'État entraînant la fermeture de 8 000 kilomètres de lignes en 17 ans, les premiers constats de cette conférence ne sont pas si différents puisqu'ils mettent en évidence que, en l'absence de solution, le réseau ferroviaire pourrait être amputé de 4 000 kilomètres de lignes supplémentaires d'ici à 2030.

En effet, malgré des efforts d'investissements générés grâce à la productivité des cheminot·e·s ces dernières années, une grande partie du réseau continue de se dégrader. Sa consistance et son unicité ont également été fragilisées par une vente à la découpe rendue possible, entre autres, grâce à la loi LOM.

Cette situation dramatique du réseau ferroviaire, les cheminot·e·s de l'Équipement ne la connaissent que trop bien. Ils et elles subissent depuis des années l'austérité budgétaire et les réductions des effectifs et de la formation, l'élargissement de leur périmètre d'intervention et la dégradation de leurs conditions de travail.

Sous couvert de recherche de « gains de productivité », l'augmentation de la sous-traitance, qui a évolué vers une logique d'externalisation « clefs en main », apporte moins de sécurité, moins de qualité et un surcoût conséquent.

### IMPOSONS D'AUTRES SOLUTIONS !

La Fédération CGT des cheminots n'a de cesse de porter la question du financement du ferroviaire, et ce depuis des années. C'est d'ailleurs une nouvelle réforme que nous demandons. Elle doit permettre le retour à une entreprise publique et intégrée.

La politique du renoncement de maintenance et des insuffisances d'investissements entraîne une augmentation des ralentissements, avec parfois des fermetures de lignes et le report modal sur la route.

L'augmentation de la sous-traitance et la baisse des moyens humains et financiers ne permettent plus la réactivité nécessaire en cas d'incidents ou d'accidents.

C'est en ce sens que la Fédération CGT des cheminots exige :

- la maîtrise publique de l'infrastructure ferroviaire ;
- un financement public national des infrastructures par un pôle Financier public et des subventions publiques ;
- la fin de la règle d'or, issue des réformes de 2014 et 2018 ;
- le recrutement de 9 000 cheminots de tous métiers.

**La Fédération CGT des cheminots appelle à participer massivement au rassemblement unitaire de l'ensemble des fédérations le 23 juin prochain, devant le ministère des Transports.**

**Les cheminots de l'Équipement doivent prendre toute la place qui leur revient pour aller chercher un autre financement du système ferroviaire, mais également remettre sur le devant de la scène l'avenir du transport de marchandises par rail et public.**

